



## ATTAC FAIT LA CLASSE

La ruche bourdonne et les abeilles Attac font leur miel. A l'occasion de la quatrième université de l'association altermondialiste (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), près d'un millier de militants butinent, depuis vendredi et jusqu'à demain, d'un cours à l'autre. Près de 21 filières d'enseignement, plus de 100 cours et tables rondes leur sont proposées. Leitmotiv d'Attac, qui se veut un mouvement d'éducation populaire : «Déconstruire l'idéologie libérale», «ne pas laisser l'économie aux seuls économistes», et «donner des clés» à de futurs «contre-experts». Le tout en deux heures et demie de cours, qui marquent une petite plongée impressionniste au coeur de «travaux» de haut niveau. Développer, durablement ? André est venu en avance à la table ronde de la filière 14, «Pour un autre développement». Maire adjoint d'une ville du Val-de-Marne, il se définit comme un «déçu du militantisme politique», un «réfugié» dans les mouvements sociaux. Et zappe de cours en cours. Là, il veut «tenter de voir» ce qu'il y a «derrière le mot "développement durable"». Bien vu. Car la mondialisation, à Attac, se décline plutôt à travers le filtre du social. Pas vraiment de l'environnemental. Pourtant, Jean-Marie Harribey, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux, vampirise la tribune. Equipé d'un rétroprojecteur, il montre ses «transparents», additionne les constats sur l'échec du développement («54 pays sont plus pauvres qu'en 1990»), et fait un rapide historique sur le concept de développement durable (de sa naissance en 1972 au sommet de Johannesburg de 2002). Il surfe rapidement sur des théories, de la bio-économie à la décroissance. Il assène : «A Attac, nous pensons qu'à partir d'un certain seuil de croissance, il faut dissocier croissance et développement.» Trois cents personnes prennent des notes. Il vaut mieux. Car, dans la foulée, Bruno Jetin, économiste spécialiste de la taxe Tobin à Attac, se lance dans un plaidoyer sur le besoin de «déglobaliser» la mondialisation. «Il faut réintroduire un protectionnisme sélectif. Remettre en cause le culte des exportations des pays pauvres. Réinstaurer un contrôle des capitaux. Remettre les banques centrales sous contrôle national.» Un brin désemparée, une militante souffle à une autre : «Mais le développement durable, dans tout ça ?» A coups d'exposés, les experts d'Attac dénoncent la récupération du concept par les multinationales et «l'antinomie d'un capitalisme vert». Ils s'indignent de la déforestation au Mexique, «qui sert à nourrir des bovins qui sont réexportés en hamburgers». Les adhérents semblent trouver l'argumentaire un peu court. L'un d'eux interroge : «Me suis-je trompé de filière ? Vous ne parlez pas des conséquences des 10 milliards d'habitants en 2050 ou du doublement de la consommation d'énergie dans les trente ans !» Une militante, qui, visiblement, a attendu son heure, prend le micro : «C'est bien beau, tout ce discours, mais quelle est la position d'Attac sur le nucléaire, l'enfouissement des déchets



## Faut-il diminuer l'impôt sur le revenu?

### «Oui. Et en réduisant la dépense publique»

«La logique politique du gouvernement doit être de gager les baisses d'impôts sur la réduction de la dépense publique. Autrement vous ne fabriquez que du déficit et de la dette, qu'il faudra bien rembourser un jour. La France doit s'inscrire dans un mouvement européen : tous les gouvernements cherchent à profiter du basculement démographique afin de réduire les charges fiscales et sociales qui pèsent sur leurs pays. Le but de cette politique de moyen terme est de retrouver de la compétitivité face à la concurrence mondiale. Une des conditions de la réussite, c'est que cette politique soit concertée en Europe pour éviter une concurrence fiscale interne, sur l'imposition des sociétés, les charges sociales, ou l'impôt sur le revenu. On fait une fausse analyse en prenant la baisse d'impôt comme un outil conjoncturel, pour soutenir la consommation : cela conduit les ménages à épargner en vue d'une hausse de la fiscalité à venir. La politique de diminution des impôts doit au contraire infléchir les comportements à partir de l'idée que le revenu permanent des ménages va augmenter. Une «vraie» baisse d'impôt est donc structurelle et s'accompagne d'une réduction de la dépense publique durable et continue. C'est plutôt une logique de longue période. C'est pour cela qu'il ne faut pas revenir en arrière, par exemple en augmentant la CSG pour la Sécurité sociale.»

### «Oui mais... Pour la consommation»

«Nous venons de recevoir un signal inquiétant : au deuxième trimestre, la consommation des ménages a reculé, pour la première fois depuis longtemps. Or, il faut tout faire pour conforter la consommation, en attendant que l'investissement des entreprises prenne le relais. Je crois à un scénario de reprise au deuxième semestre. La situation est néanmoins délicate. Nous devons éviter le cercle vicieux dans lequel la hausse du chômage provoque la baisse de la consommation, puis la récession. Il ne faut pas avoir d'état d'âme vis-à-vis du pacte de stabilité européen, qui doit être reprofilé. Même si notre déficit public montait jusqu'à 4 %, ce ne serait pas une catastrophe en regard du danger qui nous guette. C'est pour cela que je suis pour la poursuite de la baisse des impôts et la hausse de la prime pour l'emploi pour les non-imposables. Il faut donner du pouvoir d'achat. Comme le taux d'épargne est déjà très élevé, une grande partie devrait se retrouver dans la consommation. A mon sens, cette baisse d'impôt devrait être dirigée vers les classes moyennes, qui payent l'impôt et ont aussi une forte propension à consommer. Mais elle doit aussi être accompagnée d'une forte politique de l'emploi : par la baisse des charges, par le soutien à la formation, par l'accentuation de l'effort vers les PME. Il faudrait redéployer la politique publique, et les budgets, vers cet objectif.»

### «Non. Afin de corriger les inégalités»

«Le gouvernement est pris dans un étau, entre le pacte de stabilité et une partie de sa majorité, pour laquelle les dépenses de l'Etat sont synonymes de gaspillage ! Le résultat est déjà sensible : l'Etat est souvent en cessation de paiement depuis les coupes budgétaires décidées cette année. Il n'honore pas des factures, mettant en difficulté des entreprises privées. Or, il ne faut pas hésiter, dans cette période, à utiliser la dépense publique pour soutenir l'activité.

L'idée en vogue serait que l'impôt sur le revenu en France serait trop élevé par

rapport à d'autres pays européens. Mais c'est le seul impôt progressif en France. Le réduire signifierait s'acheminer petit à petit vers un système uniquement contributif. On ne disposerait plus d'instrument pour corriger les inégalités. L'efficacité d'une telle mesure est en outre contestable : une grosse partie de la réduction d'impôt en 2002, qui a profité aux ménages les plus riches, a été épargnée, et n'est donc pas venue irriguer l'activité. On n'explique pas autrement comment le taux d'épargne des Français a grimpé au-delà de 17 %. Au contraire, il faudrait prendre des mesures en direction des classes les plus défavorisées, par l'augmentation des allocations chômage, des minima sociaux, des baisses de cotisations salariés pour les bas revenus. Bref, se servir de l'impôt pour la justice sociale.».



Raffarin doit décider cette semaine d'une baisse supplémentaire

## Moins d'impôts coûte que coûte

*Voulue par Chirac, la diminution de la fiscalité des ménages  
interviendrait en pleine panne de l'économie.*

Est-il bien raisonnable de baisser encore les impôts ? Jean-Pierre Raffarin s'est mis au vert ce week-end, au pavillon de la Lanterne, dans le parc du château de Versailles. Pour rendre les derniers arbitrages sur le budget 2004, sur le volet le plus délicat : celui des recettes, donc des impôts. L'élaboration du projet de loi de finances est toujours un véritable casse-tête pour le gouvernement, mais, cette fois, cela tient de l'équation insoluble.

Car l'...lysée, encouragé par l'exemple allemand, a dicté sa feuille de route : l'impôt sur le revenu (IR) doit baisser l'an prochain, coûte que coûte. Jacques Chirac veut tenir à sa promesse électorale, qui prévoyait une réduction de l'IR de 30 % sur cinq ans et l'a répété le 14 juillet : «Tout doit être fait, dans des limites raisonnables naturellement [...], pour permettre, par la baisse des charges et des impôts, de redonner de l'oxygène.» L'IR a déjà baissé de 5 % en 2002 et d'un petit 1 % en 2003. Fin juillet, le Premier ministre entrevoyait un petit effort de «1 %, peut-être plus», histoire de montrer que le cap est maintenu. Mais l'...lysée a fait savoir dès début août que 3 % ce serait mieux. Cela permettrait d'afficher une baisse de 10 % en trois ans.

Recul. Mais une telle réduction du barème de l'impôt équivaldrait à une perte de rentrées fiscales de 1,5 milliard d'euros au moins. Qu'il faudrait ajouter aux 2,1 milliards de baisse de charges (pour le Smic) et d'impôts (lois Dutreil et d'outre-mer, etc.) déjà décidés. Au total, la baisse pourrait s'approcher de 3,8 milliards, comme dans le budget 2003. Le contexte le permet-il ?

La mauvaise surprise est venue de l'Insee, au milieu de la semaine dernière : la croissance de la France a reculé de 0,3 % au deuxième trimestre 2003, pour la première fois depuis 1993. Un chiffre qui a fait l'effet d'une douche froide. Compte tenu de cette véritable panne économique, la croissance moyenne devrait s'afficher cette année entre 0,5 et 0,7 %, en dessous des 0,8 % prévus en juin par l'Insee.

Piège. Pour les finances publiques, c'est une véritable catastrophe, car elle amenuise

encore plus les recettes de l'Etat, des collectivités locales, de la Sécurité sociale. En conséquence, le déficit public en 2003 devrait flirter avec les 4 % du PIB, loin de la barre des 3 % exigée par le traité d'Amsterdam. Et la mauvaise conjoncture présente aura des répercussions dramatiques sur 2004. Comme l'impôt sur le revenu et celui des sociétés sont calculés sur l'année précédente, le produit de ces deux impôts (40 % des recettes de l'Etat) devrait encore s'amoinrir, interdisant tout retour du déficit sous les 3 % de PIB. De plus, générer du déficit peut être un véritable piège en cas de reprise économique : cela entraînera automatiquement une hausse des taux d'intérêt à long terme, rendant le service de la dette, placée sur les marchés financiers, extrêmement lourd à supporter. Philippe Marini, rapporteur UMP du Sénat, a alerté le gouvernement sur ce danger dès juin dernier.

Car, paradoxe, la baisse d'impôt ne fait pas trop recette tant à Bercy que dans une partie de la majorité, qui sent bien à quel point les comptes publics sont tendus : Gilles Carrez, rapporteur UMP de la commission des Finances à l'Assemblée, comme son homologue du Sénat ont tous deux plaidé pour un renoncement, même passager, à la baisse générale de l'IR. Mais hier dans le Parisien, Alain Juppé a remis tout le monde dans la ligne : «Il faut continuer les baisses d'impôts», a déclaré le président de l'UMP. Pour justifier une éventuelle baisse de l'IR, le gouvernement mettra probablement en avant la nécessité de soutenir la consommation, qui a flanché au deuxième trimestre, à l'exemple de l'Allemagne (lire ci-contre).

Bas de laine. Mais le passé ne plaide pas pour lui : les baisses d'impôts sur le revenu de 2002 et 2003 ont permis aux ménages les plus aisés de gonfler leurs bas de laine. Aujourd'hui, le taux d'épargne des ménages est au-dessus de 17 %, un niveau historique. Dans une période de montée du chômage, le mouvement ne devrait pas s'interrompre. Dans le même temps, le gel de la dépense publique au niveau de 2003, hors inflation (lire page 4), devrait annuler l'effet de soutien. De plus, la baisse du barème de l'IR, surtout si elle concerne les tranches les plus élevées, profiterait aux Français les plus aisés. «C'est la grande différence avec ce qui se passe en Allemagne, remarque Didier Migaud, député PS, membre de la commission des Finances. Schröder, lui, baisse les impôts de tout le monde et pas seulement des plus riches.» Et d'ajouter : «Lorsque Jospin a baissé les impôts, c'était dans une autre conjoncture et nous avons visé les catégories les plus populaires, notamment avec la prime pour l'emploi.»

Alouette. A Matignon, on planche sur une recette qui ressemble fort au pâté d'alouette à fort relent d'inégalité : baisse de 1 milliard d'euros de l'IR, et 0,5 milliard de hausse de la prime pour l'emploi (PPE) versée à... 8,3 millions de non-imposables. Les derniers arbitrages doivent avoir lieu avant la fin du mois. En particulier, le gouvernement compte arrêter «le plus tard possible» le chiffre prévisionnel de croissance, afin de se rapprocher «au plus près de la réalité», avec l'espoir que les prévisions économiques pour 2004 s'améliorent.

Si la baisse de l'impôt sur le revenu est adoptée, restera à Francis Mer une tâche particulièrement ingrate : le 3 octobre, il devra expliquer aux autres ministres des Finances européens comment la France compte revenir en 2004 sous la barre des 3 % de déficit, conformément à ses engagements de mai dernier. Hors l'Allemagne, il ne faudra pas compter sur leur compréhension.